

### Territoire de Nyunzu : nouvelle flambée de violences depuis janvier 2020

Le territoire de Nyunzu<sup>1</sup> est situé dans la province de Tanganyika, au sud-est de la République démocratique du Congo.

En 2013, un conflit intercommunautaire lié à l'accès à la terre a affecté la province de Tanganyika et causé d'importants mouvements de population et de nombreuses violations des droits humains. La résurgence de ce conflit, en juillet 2016, avait affecté toute la province et occasionné le déplacement interne de 700 000 personnes dans les territoires de Kabalo, Kongolo, Manono et Nyunzu.

Depuis janvier 2020, le territoire est aux prises avec une nouvelle flambée de violences du fait de la reprise des violences intercommunautaires et du regain d'activisme des groupes armés. La situation sécuritaire s'est détériorée dans le sud de Nyunzu et s'est étendue au nord et à l'ouest du territoire. Cependant, une certaine accalmie est observée depuis le mois de mai.

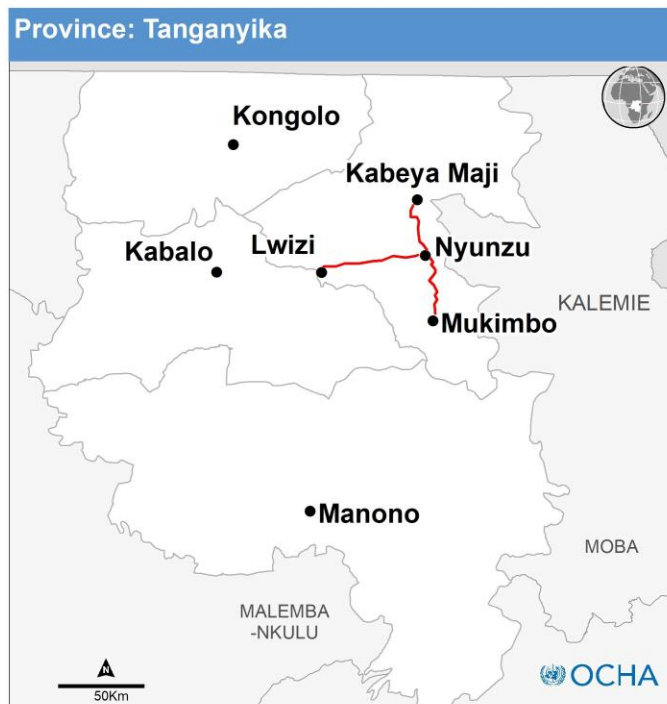
Le bilan des violences, au premier trimestre, fait état d'une centaine de personnes tuées et d'un certain nombre de blessés<sup>2</sup>. Des maisons ont été incendiées, des écoles détruites et des centres de santé pillés.

Les violences dans le territoire de Nyunzu ont également aggravé des difficultés d'accès aux services sociaux de base et entraîné une perte des moyens de subsistance des personnes les plus vulnérables. D'ici la fin de l'année, la communauté humanitaire vise près de 70 600 personnes à travers des interventions en assistance et protection dans le territoire.

### Des violences intenses à l'égard des populations

Près de 64 000 personnes ont été contraintes de fuir leurs habitations entre janvier et mars 2020 à cause des violences intercommunautaires. Si certaines ont pu s'installer dans la cité de Nyunzu, d'autres sont parties vers les territoires voisins de Kabalo, Kongolo et Manono. Plus de 75 pour cent des personnes déplacées internes, soit 49 240 personnes, ont trouvé refuge dans la cité de Nyunzu. Leur arrivée a entraîné une forte pression sur les services sociaux de base essentiels tels que la santé, l'éducation et l'eau potable disponible pour la population locale estimée à 58 800 habitants.

Toutefois, selon les résultats de la mission inter-agences, conduite par OCHA en juillet à Nyunzu, environ 45 000 personnes déplacées internes sont déjà retournées dans leurs localités d'origine. L'amélioration de la situation sécuritaire par endroits, les mauvaises conditions de vie dans les lieux d'accueil et les renforcements de la présence militaire, au nord de Nyunzu, ont motivé leurs retours. Les personnes retournées ont des besoins d'assistance pour s'abriter, se nourrir, se soigner et mener des activités génératrices de revenus. L'assistance à ces personnes nécessite également l'engagement des acteurs de relèvement et de développement.



<sup>1</sup> Ce territoire de la province de Tanganyika s'étend sur une superficie de 17 275 km<sup>2</sup> et compte approximativement 86 000 personnes.

<sup>2</sup> Source : rapport du Bureau conjoint des droits de l'homme de la Monusco

Entre janvier et juillet, 1 375 incidents de protection ont été enregistrés dont 36 pour cent rapportés dans les zones d'origine des personnes déplacées. Au total, 60 pour cent des incidents sont des incendies et pillages de biens sur les axes routiers Nyunzu – Mukimbo, Nyunzu - Lwizi et Nyunzu - Kabeya Mayi. Ces incidents sont généralement commis par des hommes armés. Des meurtres et des violences sexuelles ont également été rapportés



*Des maisons incendiées, à Nyunzu ©OCHA / JL Mbalivoto*

**« J'ai vécu un véritable enfer. Un jour, dix hommes armés sont entrés dans ma maison et ont violé ma femme et mes deux filles devant moi avant de les tuer toutes. Ensuite, ils ont mis le feu à ma maison, me laissant agonisant sur le seuil de la porte. J'attendais la mort. Je ne sais pas comment j'ai survécu, » nous a confié une personne déplacée interne vivant dans une famille d'accueil dans le territoire de Nyunzu.**

En juillet 2020, 113 cas de violences basées sur le genre, dont 60 viols, ont été répertoriés. De nombreuses victimes de ces violences n'ont bénéficié d'aucune prise en charge faute de structures étatiques ou communautaires appropriées et d'accès pour les acteurs humanitaires au nord-est du territoire. Dans cette zone, les opérations militaires sont toujours en cours contre les milices et groupes armés.

En outre, selon les résultats d'une évaluation inter-agences précitée quelque 146 enfants non accompagnés et 900 enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) ont été identifiés depuis le début de cette année.

## **La malnutrition et l'insécurité alimentaire affectent près de trois quarts de la population**

Avec le choc qu'a connu le territoire lors des violences de 2020 et des années antérieures, l'état nutritionnel de la population s'est détérioré. Il y a un risque que la malnutrition aiguë empire pour des raisons liées, entre autres, à l'insécurité limitant l'accès aux champs, aux mouvements de populations et à la consommation d'aliments peu nutritifs. Les personnes vulnérables ont également des difficultés pour accéder aux produits de première nécessité disponibles sur le marché faute de revenus suffisants.

Selon les résultats de la mission d'évaluation inter-agences, plusieurs cas de kwashiorkor – une forme grave de malnutrition due à une carence en protéines – ont été détectés chez les enfants en raison des mauvaises récoltes de haricots et de maïs. Par ailleurs, 39 pour cent des enfants dans le sud du territoire sont atteints de malnutrition. Parmi eux, 42 pour cent sont touchés sévèrement. Au nord, 28 pour cent des enfants sont touchés par la malnutrition. Sur ce total, 82 pour cent sont affectés par une malnutrition aiguë modérée et 18 pour cent par la malnutrition aiguë sévère.

Selon les résultats de l'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA), conduite de mai à juin 2020, la prévalence de l'insécurité alimentaire globale reste élevée dans la majorité des territoires du Tanganyika et ceux du Haut-Katanga (Mitwaba et Pweto). L'insécurité et l'enclavement de certaines zones entre janvier et avril 2020

seraient à la base de ce niveau élevé d'insécurité alimentaire. La situation la plus préoccupante a été observée à Nyunzu où 74 pour cent des ménages sont concernés par l'insécurité alimentaire.

L'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) couvrant la période allant de juillet 2020 à juin 2021 confirme les résultats de EFSA. Le territoire de Nyunzu est classé en phase d'urgence alimentaire par l'IPC à cause, entre autres, de l'insécurité liée aux conflits. Cette situation a limité la capacité des ménages d'assurer leur autosuffisance alimentaire et réduit leur capacité de production. En l'absence d'actions visant la restauration des moyens d'existence, la situation risque de se dégrader davantage avec un impact néfaste sur les conditions nutritionnelles des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes et allaitantes.

*« Pendant plus de trois mois, les populations n'avaient pas accès à leurs champs, à cause de l'insécurité car presque toutes les voies de sorties étaient bloquées. Il y a eu des réductions significatives des repas, car la nourriture était devenue rare, même dans la cité de Nyunzu, » a déclaré un habitant de Nyunzu*

## L'insécurité limite l'accès aux services de santé et à l'école

Des groupes armés ont attaqué de nombreuses structures sanitaires du territoire les rendant ainsi non fonctionnelles. Dans ces aires de santé, les campagnes de vaccination de masse et de routine n'ont pas eu lieu, pendant plusieurs mois voire années, dans le nord du territoire. Cette situation expose de nombreux enfants aux maladies infantiles, pourtant évitables, telles que la rougeole ou la fièvre jaune.

Au total, huit aires de santé ont arrêté de fonctionner dans le sud entre janvier et mai 2020, tandis que dans le nord, cinq autres, couvrant une population de plus de 43 840 habitants, ne fonctionnent plus à cause de l'insécurité, depuis juillet 2017. Six centres de santé appuyés par des partenaires humanitaires ont été pillés entre janvier et mars 2020. A cause des violences ciblant les infrastructures sanitaires, certains membres du personnel soignant ont quitté la zone.

Dans le territoire de Nyunzu, la destruction de 69 écoles (46 pour cent du total) prive près de 16 000 enfants de leur droit à l'éducation. En outre, une dizaine d'écoles continuent d'être occupées par des hommes armés dans le nord de Nyunzu.

## Des fonds additionnels sont nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires

Plusieurs organisations humanitaires apportent une assistance multisectorielle à Nyunzu dans les secteurs de l'assistance alimentaire, de la relance agricole, des articles ménagers essentiels et des abris d'urgence, des soins médicaux et de la nutrition. Toutefois, ces actions ne permettent pas de couvrir l'ensemble des besoins, face à l'étendue et l'acuité des besoins humanitaires des 70 600 personnes ciblées (personnes déplacées, personnes retournées récemment, familles d'accueil).

Pour contribuer à la réponse aux besoins humanitaires de ces populations, le Coordonnateur humanitaire en RDC a approuvé en septembre 2020 une allocation de deux millions de dollars américains aux partenaires actifs dans le territoire de Nyunzu. Ces fonds serviront à répondre aux besoins humanitaires des personnes les plus vulnérables. Les secteurs prioritaires identifiés sont la nutrition, l'eau-hygiène-assainissement ainsi que les articles ménagers essentiels et les abris.

## Au-delà de l'assistance, un soutien plus durable est nécessaire pour répondre aux causes sous-jacentes du conflit et renforcer la cohésion sociale

L'accalmie observée dans le territoire de Nyunzu est un signe d'espoir pour les habitants du territoire qui souhaitent le retour durable de la paix sans lequel la relance du développement socio-économique risque d'être difficile à réaliser.

*« Les populations essaient de survivre. Elles ont perdu des membres de leurs familles dans ces violences, mais aussi plusieurs milliers d'unités de production. Cela impacte négativement l'économie du territoire, » a affirmé Hubert kanza, administrateur du territoire de Nyunzu.*

En décembre 2018, un forum pour la paix avait regroupé plusieurs acteurs pour apporter des solutions aux conflits intercommunautaires dans le Tanganyika. Cependant, cette tentative de réconciliation entre les communautés protagonistes n'a pu porter ses fruits.

Dans les semaines à venir, les autorités gouvernementales prévoient d'organiser un forum afin d'encourager le dialogue et de trouver des solutions aux causes structurelles profondes de la pauvreté, des violences et des conflits qui secouent la province du Tanganyika, y compris dans le territoire de Nyunzu.



De nombreux enfants dans les zones en conflit espèrent retrouver un jour une vie normale ©OCHA / JL Mbalivoto

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

**Carmen Blanco**, Chef de sous-bureau OCHA Kalemie, [blancoreinosa@un.org](mailto:blancoreinosa@un.org), Tél : +243 81 706 13 59  
**Jolie Laure Mbalivoto**, Chargée de l'information publique OCHA Kalemie, [mbalivotoj@un.org](mailto:mbalivotoj@un.org), Tél : +243 81 706 12 37  
**Katy Thiam**, Chargée de l'Information Publique et du Plaidoyer, p. i, OCHA RDC, [thiamk@un.org](mailto:thiamk@un.org)

Toute l'information humanitaire sur la RDC est en ligne sur [www.humanitarianresponse.info](http://www.humanitarianresponse.info), [www.unocha.org/drc](http://www.unocha.org/drc) et [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)